

International Business Forum Makutano 2021 - Out of the Box

VIP TALK 1 : E-SPINNING WORLD

Date : 07 décembre 2021 – Lieu : Salon Congo – Pullman Kinshasa

- Intervenant : M. **Lacina Koné**, Directeur Général de Smart Africa
- Modératrice : Mme **Edwige Takassi**, DG Wifi Consulting

Résumé

SMART Africa est le résultat d'un engagement audacieux et novateur de la part des chefs d'État et de gouvernement africains pour accélérer le développement socio-économique durable du continent et faire entrer l'Afrique dans une économie de la connaissance grâce à un accès abordable au haut débit et à l'utilisation des technologies de l'information et des communications.

Ce VIP Talk avec le Directeur Général de Smart Africa s'est tenu sous la forme des questions-réponses, dont voici les principales :

Q1 : Pourriez-vous bien nous parler très rapidement de Smart Africa que vous pilotez actuellement ?

R1 : Smart Africa est une organisation panafricaine multilatérale qui consistait de 32 pays à ses débuts en 2013 par sept Chefs d'Etat, et endossée en 2014 par l'Union africaine. Le comité de pilotage de cette organisation est composé des membres du secteur public et du secteur privé. La vision de l'organisation est de transformer l'Afrique en un marché numérique unique d'ici 2030.

Q2 : Quelle est actuellement l'initiative la plus « out of the box » que Smart Africa serait en train de mener actuellement ?

R2 : Il y a plusieurs initiatives, et effectivement l'ensemble des initiatives de Smart Africa est de réfléchir *out of the box* : c'est l'objectif de la transformation numérique que nous recherchons. Voilà pourquoi notre emblème est « Connecter, innover pour transformer ! » Ainsi, l'économie numérique doit se retrouver au centre du développement socio-économique. Chaque pays membres est appelé à implémenter une transformation numérique à l'interne, avec bien évidemment l'accompagnement de Smart Africa, qui leur partage leurs meilleures pratiques. A ce jour, l'initiative de l'identité numérique est très innovante : actuellement 1 milliard de personnes dans le monde n'ont pas d'identité, dont 500 millions en Afrique seulement. Ainsi, l'identité numérique a pour objectif de permettre

au secteur privé d'avoir une identité pour chaque consommateur, même s'il n'a pas de pièce d'identité classique.

Q3 : Quand on parle d'identité numérique, on fait également référence à la question de protection des données personnelles. Qu'est-ce qui est fait dans ce sens pour sécuriser les données personnelles face à la cybersécurité et le vol desdites données ?

R3 : En RDC particulièrement, comme partout ailleurs en Afrique, en se réveillant le matin, la première chose à faire est de se connecter sur un réseau social ou une messagerie. Ainsi, tout le monde ce matin s'est connecté à une application qui n'est pourtant pas congolaise. Pourtant, personne n'a réfléchi sur comment et où ses données personnelles sont sauvegardées ! Un « reset » à la manière de Makutano, c'est un changement de mentalités. Si avec nos grands-parents ont souffert, à l'époque coloniale, de l'exportation des matières premières, les générations actuelles souffrent de l'exportation des données personnelles brutes. Lesdites données sont envoyées souvent inconsciemment vers l'occident. Elles y sont traitées pour formuler des profils cibles pour mieux leur envoyer la publicité. Donc, pas de différence avec ce qui s'est passé à l'époque colonial. On vit actuellement un néocolonialisme voilé, une colonisation numérique contre laquelle un changement de paradigme s'avère impératif.

La quatrième révolution industrielle n'est pas basée sur les mines et les autres matières premières, mais bien sur les données personnelles, les big data. L'Afrique constitue actuellement une autoroute sans barrière en ce qui concerne les big data. Ceux-ci sont récupérés sans aucune résistance. Il n'est nécessaire de mettre les barrières, car la gouvernance des données fait désormais partie de la gouvernance interne de tout pays. Il faut mettre en place des filtres, des lois de protection des données et des agences nationales du numérique.

Q4 : Quelle est la part de Smart Africa dans l'entrepreneuriat des jeunes ? Ces derniers sont-ils associés aux initiatives de Smart Africa ?

R4 : Il est important de légiférer sur les start-up, en reconnaissant rapidement une identité à toute initiative entrepreneurial qui commence. Il faut agir très vite pour éviter qu'une telle initiative ne vire vers le secteur informel. Il faut donc mettre en place des mécanismes numériques pour garantir l'identification rapide des start-up, en tant que pilier majeur de la transformation.

Pour ce qui est de l'inclusivité des jeunes aux initiatives de Smart Africa, nous pouvons relever notamment qu'il y a un start-up Act qui est actuellement conduit par un jeune. Il y a aussi des compétitions qui sont souvent organisées pour permettre aux jeunes de soumettre des demandes de soutien au financement de leurs initiatives entrepreneuriales.

Q5 : En parlant du numérique, on parle aussi de la cryptomonnaie. Celle-ci n'a malheureusement pas encore « bonne presse » en Afrique en général et ici en RDC en particulier. Quelles seraient les actions actuellement menées par Smart Africa pour changer

la donne, et pousser les africains à s'intéresser massivement aux cryptomonnaies, qui constituent une monnaie d'avenir ?

R5 : Tout changement s'accompagne d'une résistance. La cryptomonnaie est disruptive et l'Afrique finira par l'accepter. Si les banques centrales ne s'alignent pas, elles vont disparaître car tout se fera possiblement sans elles. Soit on s'adapte, soit on disparaît.

Principales recommandations et identifications des acteurs

- Adopter des lois et Mettre en place des institutions de protection des données (Ministère du numérique ; Ministère des PTNTIC) ;
- Adopter des lois d'encouragement des start-up dans le domaine numérique (Ministère du numérique ; Ministère des PTNTIC ; Ministère de l'Industrie).